



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 211
JEUDI 3 JANVIER 1974

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés UNISSEZ-NOUS !

Les propos pessimistes tenus par Pompidou sur les écrans de télévision en disent long sur l'inquiétude qui ronge les milieux capitalistes en cette fin d'année 1973. Ce n'est pas que les profits aient été mauvais dans l'année écoulée, au contraire, les estimations montrent que les affaires ont été plus rentables que jamais. Mais enfin tout indique que cette ère de prospérité impérialiste ne peut durer.

La préparation des esprits à la crise, l'appel à la collaboration des classes, à l'union entre exploités et exploités, rien n'a manqué à ce discours de veillée d'armes.

Il est vrai que la France comme le monde est à la veille de grandes tempêtes.

Les événements des quatre derniers mois, notamment la tension provoquée par les deux super-puissances impérialistes, U.S.A. et U.R.S.S. au Moyen-Orient, ainsi que la juste décision des pays producteurs de pétrole et de matières premières de relever le prix de ces produits en baisse constante jusqu'à maintenant, ont démontré très largement que les pays et nations victimes de l'impérialisme n'acceptent pas, avec raison, leur sort et que d'autre part la détente entre impérialistes est une illusion.

Les représentants du capital monopoliste s'en affolent, le prolétariat révolutionnaire lui se félicite du développement de la situation.

Les faits confirment que ce n'est pas la gestion des économies capitalistes qui est en cause, mais leur nature même : fondées sur le pillage impérialiste lié indissociablement à l'exploitation du prolétariat des pays capitalistes, elles sont condamnées par le juste refus de se laisser saigner d'un nombre de pays de plus en plus grand comme par le mouvement révolutionnaire des masses. Ainsi volent en poussière les théories antimarxistes et antiléninistes des dirigeants du P.-C.-F. sur la nécessité d'une étape entre capitalisme et socialisme. Aujourd'hui moins que jamais la situation intérieure de l'hexagone français ne peut être séparée de la situation internationale.

Témoin supplémentaire de cette réalité, la préparation intensive à la guerre entre les deux super-puissances U.S.A. et U.R.S.S., pour la domination mondiale.

La situation de crise générale aiguë du monde impérialiste de Washington à Moscou, agit comme un stimulant du développement des luttes prolétariennes et populaires dans les pays capitalistes et révisionnistes.

Tout cela amène tous les pays impérialistes à recourir à la réaction générale sur tous les plans : ainsi il apparaît nettement que le renforcement des appareils d'Etat de la bourgeoisie monopoliste, la fasciation, est un phénomène indépendant de l'équipe dirigeante au pouvoir : c'est une réalité dans l'Allemagne du « socialiste » Brandt, comme dans la France de Pompidou.

Pour cette raison, il ne faut avoir aucune illusion sur le sens des disputes ouvertes qui agitent les politiciens bourgeois : ce qui est en question c'est

Après l'attentat raciste

MEETING A MARSEILLE



- Intervention de l'Amicale des Algériens en Europe
- Intervention du camarade Alain Castan

(Pages 4 et 5)

les moyens de perpétuer la dictature du capital monopoliste non cette domination elle-même : entre Chaban, Mitterrand et Pompidou le différend porte notamment sur la part à accorder à la démagogie sociale. A cet égard, il est significatif que les tenants de la majorité comme ceux du « Programme commun » soutiennent la réforme en cours sur la « régionalisation », réforme repoussée par référendum en 1969 et que nous dénonçons à juste titre comme un fait de fasciation, de renforcement des structures de domination bourgeoise.

Ainsi à l'approche de la tempête, contrairement à ce que veulent faire croire les Pompidou, Messmer et compagnie, il y a deux camps, celui du peuple et celui des exploités et leurs intérêts sont dans

leur fond irréconciliables.

Travailler à la révolution prolétarienne qui marquera la défaite de la bourgeoisie, c'est non seulement en être conscient mais aussi dans la situation complexe actuelle utiliser tout ce qui affaiblit l'ennemi de classe, c'est-à-dire en premier lieu renforcer l'unité prolétarienne, l'unité des prolétaires de tous les pays avec les peuples et nations opprimés, et aussi se féliciter et encourager les divisions au sein du camp impérialiste.

Nous approchons du milieu des années 70 et plus que jamais le grand appel de Marx et de Lénine « Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous ! », est un mot d'ordre pour l'action.

en bref... en bref... en bref... en bref...

L'exécution de Carrero Blanco

Le 20 décembre, l'explosion de mines antichars a tué l'amiral Carrero Blanco, chef du gouvernement franquiste. Celui-ci était né en 1903 à Santara. Il avait fait l'école Navale puis avait participé à la guerre coloniale du Maroc de 1924 à 1926. Il rejoint les forces franquistes en juin 1937 à St-Sébastien. Il est nommé sous-secrétaire à la présidence du gouvernement en mai 1940, ministre en juillet 1951. A ce titre, chargé de la Sécurité d'Etat et de la police politique, il s'occupe de la répression de l'opposition. Passé vice-président du gouvernement le 22 septembre 1967, il en était le président depuis le 8 juin 1973. Il symbolisait le franquisme et devait être l'unificateur de l'après-Franco. Son successeur intérimaire, Fernandez Miranda, sous-lieutenant dans l'armée franquiste, est secrétaire du « Mouvement phalangiste » depuis 1969.

Les fascistes réclament maintenant une répression accrue. Cela s'est vu lors des obsèques. Des contrôles policiers et des mesures de sécurité exceptionnelles sont organisés. Les titulaires de passeports délivrés en pays basques et voulant passer la frontière se les sont fait retirer avec ordre de venir personnellement le reprendre avant 3 jours au gouvernement de la province. Les perquisitions se multiplient, de nombreuses arrestations ont été opérées.

Un communiqué, publié à Bayamedès le 20 décembre et signé de l'E.T.A., revendique la responsabilité de l'attentat. La lutte pour la succession est engagée et les contradictions entre les différentes fractions se montrent au grand jour.

D'autre part, la répression contre l'opposition se poursuit ; que ce soit le procès des membres des commissions ouvrières, le membre du mouvement ibérique de libération menacé de mort, les prêtres détenus de Zanora, où les trois membres d'une organisation anarchiste qui risquent également la mort. Mais tôt ou tard, les bourreaux du peuple espagnol paieront leurs crimes et devront rendre des comptes.

Nouvelle vague de répression au Portugal

Depuis quelques semaines, une nouvelle vague répressive s'abat sur de larges secteurs de l'opposition portugaise. La présente vague de procès et d'arrestations résulte de l'agitation publique que la divulgation de quelques-uns des massacres commis par l'armée coloniale portugaise au Mozambique en particulier a provoqué. Mais elle prend aussi son origine dans les problèmes de sécurité intérieure posés par la multiplication d'actions armées contre l'appareil militaire colonial.

Cette intensification de la crise s'est aggravée lors de la dernière « farce » électorale pour le renouvellement de l'Assemblée nationale (octobre 1973), au cours de laquelle le régime a usé de la plus grande

dureté à l'égard de l'opposition, en annulant ou en interrompant des séances électorales, et même en arrêtant des candidats.

A cela s'ajoutent les mesures prises à l'encontre des universitaires et des intellectuels. On constate ainsi :

— Des dizaines d'arrestations et de procès à l'encontre des professeurs et des étudiants de tout le pays ;

— Huit professeurs de Coimbra traduits devant les tribunaux, accusés d'avoir diffamé la police politique (D.G.S.) ;

— Jugement de 90 étudiants de différentes facultés de Porto, accusés d'avoir réalisé une manifestation pacifique, brutalement interrompue par les charges de la police ;

— L'étudiant universitaire Viriato Nunes, du Comité électoral démocratique de Porto, condamné pour avoir distribué des tracts ;

— Le procès des « Trois Marias », auteurs d'un ouvrage littéraire, « Les nouvelles lettres portugaises » ;

— Procès intenté à l'écrivain et journaliste Arthur Portela Filho, lors de la parution du 3^e volume de « A Funda » ;

— Suspension de trois journaux du Mozambique ;

— Tandis que se poursuit le jugement des militants de l'A.R.A., qui avaient organisé de nombreuses attaques contre des installations civiles et militaires servant à la guerre coloniale.

La police élargit la répression à de nombreux secteurs de l'opposition, notamment dans les milieux catholiques progressistes, depuis quelque temps particulièrement visés par l'action coercitive du gouvernement Caetano.

Pour ne citer que les cas qui ont le plus atteint l'opinion publique, il faut rappeler la persécution et les peines affligées au groupe de prêtres du Mozambique qui dénonça les massacres perpétrés par l'armée coloniale portugaise, ainsi que plusieurs autres prêtres au Portugal même, parmi lesquels le prêtre Mario, de Macieira de Lixe, qui passa en jugement pour la deuxième fois en quelques mois, pour avoir attaqué dans ses homélies la guerre coloniale menée par le gouvernement.

Et aussi, plusieurs personnalités catholiques progressistes viennent d'être frappées par cette vague répressive, dont Manuel Serra, ancien dirigeant de la J.O.C., qui avait participé à la révolte de Beja (1962), ainsi que son épouse, l'architecte Nuno Teotónio Pereira et beaucoup d'autres.

Le successeur de Salazar montre qu'il n'hésite pas à utiliser les moyens traditionnels du fascisme. Il faut que l'opinion mondiale sache que la vie d'un grand nombre de ces militants est en danger, le gouvernement de Caetano n'ayant jamais hésité à frapper à mort les militants les plus déterminés.

Quelle voie prendre ?

C'est sur ce thème qu'un meeting organisé par « L'Humanité Rouge » regroupait vendredi dernier à Chelles une quarantaine de personnes.

Dès le début, un camarade dénonçait l'agression fasciste

contre le consulat algérien à Marseille. Après une minute de silence à la mémoire des victimes de cet attentat raciste, les camarades et amis présents lancèrent unanimement : « LE FASCISME NE PASSERA PAS ! »

Un travailleur soulignait ensuite dans son intervention la liaison étroite entre fascisme et racisme, et montrait l'importance de briser les divisions entretenues par la bourgeoisie entre les travailleurs français et les travailleurs immigrés, et de riposter énergiquement à toutes les manifestations de racisme.

Le coup d'Etat fasciste au Chili expliquait l'impasse du « passage pacifique au socialisme », prôné par les dirigeants révisionnistes de tous les pays.

Dans notre pays, explique un ouvrier, il y a d'un côté les travailleurs et les masses laborieuses préoccupés de plus en plus par la dégradation de leurs conditions de vie et de travail, l'intensification du chômage et des licenciements ; de l'autre côté il y a la bourgeoisie au pouvoir, de plus en plus touchée par la crise économique et politique.

La bourgeoisie, pour résoudre cette contradiction, renforce son pouvoir d'Etat, restreint les libertés, réprime violemment les luttes ; c'est ça la fascisation, explique un travailleur, et le dernier recours, c'est le fascisme.

La classe ouvrière, quant à elle, résoud la contradiction d'une autre façon. Elle renforce sa détermination par des luttes exemplaires et de plus en plus dures (Lip, Cerisay...).

Pour préparer la révolution prolétarienne qui balayera les exploités et instaurera la DICTATURE DU PROLETARIAT, il lui faut s'organiser et forger son Parti révolutionnaire.

Ce parti marxiste-léniniste existe ; bien qu'interdit par la bourgeoisie en juin 1968, il continue le combat dans la clandestinité, conclut la dernière intervention de ce meeting.

CLASSE OUVRIERE CONTRE CLASSE BOURGEOISE !

TRAVAILLEUR, REJOINS TON PARTI MARXISTE-LÉNINISTE !

Cerisay : la lutte continue

A la suite des 22 licenciements arbitraires du patron, Cousseau, la section C.F.D.T. avait lancé un ultimatum, réclamant la réintégration des ouvrières licenciées, expirant le 14 décembre à 17 heures. Ce soir-là, plus de 1 000 personnes se sont retrouvées devant la mairie. La C.F.D.T. avait déclaré que passé ce délai, elle ne répondait plus de rien. En effet, deux mannequins aux effigies du patron et du chef du personnel furent brûlés sur la place et 400 à 500 personnes allèrent détruire et incendier la pinède du château du P.-D.G. De plus, il fut décidé d'organiser dans toute la région la prise en charge intégrale de trois mois de salaires des 22 licenciées.

Face à cela, un prétendu « Comité de défense de Cousseau », constitué des notables et propriétaires terriens de la ville organise des partouilles armées la nuit dans les rues et des chasses à l'homme. Ainsi par exemple, des flèches

ont été dessinées devant les portes de ceux qui soutiennent activement les grévistes. De plus, un commando alla menacer le curé de la ville le 17 décembre. Ce même jour, le tribunal de grande instance de Bressine déclare nuls et non avenue les licenciements et condamne le patron à verser un mois de salaire aux ouvrières en indemnités. Néanmoins, il se déclare incompétent pour exiger la réintégration des licenciées. Le P.-D.G. Cousseau refuse de tenir compte de la décision du tribunal.

L'ère culturelle pompidolienne

Chers camarades,

Je viens de lire dans « Le Monde » du 9-10 décembre 1973, le rapport de la discussion du budget des Affaires culturelles. Je ne peux m'empêcher de vous écrire immédiatement pour exprimer ma colère.

Je cite :

« Au sujet du futur Centre Beaubourg (1), qui occupe une place importante dans le budget... M. Druon affirme : « Au fond, les détracteurs du Centre Beaubourg m'opposent des arguments qui se ramènent à trois questions : le chef de l'Etat s'intéresse-t-il au Centre Beaubourg ? La construction de ce Centre sera-t-elle coûteuse ? Cette construction était-elle indispensable ? Eh bien, Messieurs, je vais vous surprendre. Oui, le chef de l'Etat s'intéresse à Beaubourg ! Oui, cette opération est coûteuse ! Non, cette construction n'était pas indis-

pensable ! Ni plus ni moins qu'en leur temps, le palais Mazarin, l'Opéra de Charles Garnier et le Grand Palais ! »

A l'heure où Messmer et Cie n'ont de cesse d'appeler à l'économie et au « civisme des Français » pour soi-disant résoudre la grave crise qui secoue le système capitaliste, afin d'amener en douceur le blocage des salaires, Druon, serviteur du prince Pompidou, montre une fois de plus son cynisme infect et son arrogance de repu.

Mais qu'ils prennent garde, lui, son prince et toute sa clique !

Dans son arrogance, il choisit bien ses exemples.

C'est Napoléon III, cet arriviste, soutenu par la haute finance qui, avec le fruit du travail des ouvriers de France s'était payé ses grands boulevards et son Opéra (à l'époque, c'était Haussman son Druon). C'est Pompidou, ex-dauphin d'un autre Napoléon et soutenu par la haute finance internationale qui, aujourd'hui, commande son Centre Beaubourg. Et cela, sur le dos des travailleurs qui voient tous les jours leur niveau de vie baisser, leurs conditions de travail empirer, le chômage augmenter !

Oui, qu'ils prennent garde, ces gaspilleurs du fruit du travail des ouvriers !

(1) Le Centre Beaubourg sera construit à Paris, près de l'ancien quartier des Halles. Ce sera un immense ensemble « culturel » comportant principalement un musée d'art moderne. C'est un grand projet de prestige, qui coûtera des milliards, destiné à célébrer l'ère culturelle pompidolienne...

ESPAGNE

Nouvelle victime de la dictature fasciste

Le samedi 8 décembre au soir alors qu'ils se promenaient au poste frontière de Sancharia, lieu de promenade très fréquenté, trois jeunes espagnols réfugiés politiques résidant en France ont été interpellés par des policiers en civil, espagnols, surgis d'une boutique de souvenirs. Les trois jeunes cherchèrent à s'enfuir. C'est alors que l'un des policiers espagnols en civil tira à bout portant sur Ignacio Sanchez Palacio qui s'écroula.



Depuis, il a été impossible d'obtenir de ses nouvelles car il a été transporté immédiatement en Espagne. Il est militant du FRAP et réfugié politique en France depuis 20 mois.

Ses deux camarades furent arrêtés par une multitude de policiers armés français et espagnols surgis de toute part et amenés menottes aux poings, au commissariat français le plus proche où des policiers espagnols les menacèrent de coups, tandis que les policiers français les menaçaient d'expulsion. Tous les deux sont également réfugiés politiques en France.

TOUS ENSEMBLE, REFUSONS LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Un camarade lecteur nous écrit :

« Quelle attitude avoir vis-à-vis des heures supplémentaires et des déplacements ? Aux chantiers les syndicats avaient dit non, mais la vie chère et les bas salaires font que des ouvriers travaillent plus et font des déplacements (ça permet aux jeunes, mariés et avec enfants, de se construire une maison, par exemple). Il en résulte des oppositions et des jalousies entre travailleurs, néfastes à l'unité prolétarienne. C'est vrai que de travailler plus et de faire des déplacements ça accroît les profits du patron, mais c'est également vrai que ça aide considérablement les travailleurs, jeunes en particulier. Ça évite à la femme de devoir travailler (grands magasins : Nouvelles Galeries, Monoprix, Coop, Carrefour, femme de ménage et autres tâches sous payées). Ce à quoi sont réduites de plus en plus nombreuses femmes de la classe ouvrière. Alors, qu'est-ce que je dois dire à ce sujet ? »

Pour les patrons, le calcul est simple et facile à faire : plus longue est la journée de l'ouvrier, meilleur c'est pour leurs profits. C'est ainsi qu'autrefois, lorsque la classe ouvrière était faible, inexpérimentée, désorganisée, les journées de travail s'étiraient sur quatorze, quinze ou seize heures et parfois plus. Peu à peu la classe ouvrière s'est organisée pour la lutte. En 1936, dans l'élan du Front populaire, elle a réussi à imposer au patronat avide, la semaine de quarante heures. Une loi bourgeoise a été obligée de sanctionner cette conquête ouvrière. Mais, tant que durera le capitalisme, la bourgeoisie tentera toujours de reprendre d'une main ce qu'elle a été contrainte de céder de l'autre. C'est ainsi qu' aussitôt après la dernière guerre, une série d'« exceptions », de « dérogations » ont permis de battre en brèche la conquête de la semaine de quarante heures par le biais des heures supplémentaires autorisées. Et c'est ainsi que, près de quarante ans après la loi sur les quarante heures, la durée moyenne du travail en France est de quarante-quatre heures et demi par semaine. C'est la moyenne la plus élevée d'Europe ! Et les ouvriers qui travaillent cinquante et parfois même soixante heures par semaine ne sont pas rares. Certes les heures supplémentaires doivent, en principe, être payées à un tarif majoré, généralement 50 ou 100 %. Mais ce tarif varie souvent selon les conventions collectives, son calcul est compliqué rendant le contrôle difficile sur la fiche de paie. Le patron se dispense parfois de les payer au tarif légal. Mais surtout, même majorées, elles

sont intéressantes pour les capitalistes. La preuve : on voit souvent, en ce moment, des patrons licencier du personnel et avoir recours aux heures supplémentaires effectuées par ceux qui restent. Ils paient ainsi moins de salaires, moins de charges sociales pour une même quantité de travail. Pour les ouvriers, cela se traduit par chômage et esclavage renforcé.

Alors comment se fait-il que des ouvriers acceptent de faire des heures supplémentaires ? Parce que les capitalistes essaient de les y obliger en ne payant pas suffisamment les quarante heures légales. Pour pouvoir boucler le budget, il faut donc avoir recours aux heures supplémentaires. Mais ce n'est pas la bonne solution pour la classe ouvrière, il y en a une autre, qui rassemble au lieu de diviser : s'unir tous ensemble et en même temps, à la base, dans l'action, pour imposer un salaire décent pour quarante heures par semaine et combattre ainsi la hausse permanente du coût de la vie en refusant les heures supplémentaires. C'est ce que font depuis plusieurs mois les mineurs, les postiers, les cheminots britanniques, malgré les appels à l'union sacrée de leurs capitalistes.

L'ouvrier marxiste-léniniste doit inlassablement expliquer cela à ses camarades. En rendant les heures supplémentaires pratiquement obligatoires, les capitalistes eux-mêmes imposent à la classe ouvrière une attitude collective face à cette question. Mais attention : il faut bien se rappeler que l'ennemi c'est les capitalistes et leur système d'exploitation et non pas ceux qu'ils contraignent à avoir recours aux heures supplémentaires. Avec ces derniers, un autre argument fait réfléchir : « Les heures supplémentaires te permettent de joindre les deux bouts, mais à quel prix ? Celui de ta santé, de ta vie familiale ! Cela va bien un moment la semaine de cinquante-cinq heures, mais dans cinq ans, dix ans, tu ne tiendras plus le coup. Et alors, que deviendras-tu ? »

Et c'est la même chose pour la question du travail des femmes. C'est vrai que, tant que durera le capitalisme, leur participation au travail de production ne représente pas une libération mais un esclavage renforcé. Pourtant, actuellement, près des 40 % des femmes travaillent. Là aussi la voie juste est celle de la lutte pour refuser les salaires « d'appoints », exiger une rémunération décente, imposer le principe « à travail égal, salaire égal » et des possibilités de formation et de qualification.

Coflexip (Bordeaux) LES OUVRIERS RESTENT MOBILISÉS

Depuis plusieurs mois les ouvriers sont en lutte dans cette boîte de Bordeaux que les patrons vont transférer à Rouen (cf. « H. R. », n° 206). 60 % des travailleurs sont menacés de licenciement ; 40 % partent dans des conditions de ré-emploi peu sûres.

Les actions menées par les travailleurs depuis le début de leur lutte, si elles n'ont pu modifier la décision patronale, avaient réussi pour le moins à assurer à ceux qui partent certaines garanties, notamment en ce qui concerne la qualification, le salaire, la garantie de l'emploi, les frais de déplacement, etc.

Mais ceux qui ne pouvaient pas partir, le patron ne voulait pas en entendre parler : ils étaient purement et simplement considérés comme licenciés.

C'est d'abord pour la défense de ces travailleurs menacés de licenciement que la dernière lutte s'est engagée : les travailleurs de Coflexip ont ainsi manifesté leur sens de la solidarité prolétarienne.

La grève a commencé le lundi 12 novembre, et a été suivie à 100 % par les travailleurs régulièrement employés dans la boîte. D'un commun accord les travailleurs en lutte avaient demandé aux ouvriers intérimaires de ne pas participer au mouvement pour leur éviter de tomber dans le coup de la répression patronale. Cela avait permis, notons-le au passage, à un groupe d'hurluberlus bordelais se prétendant « marxistes-léninistes » de se poser en donneurs de leçons, en intellectuels qu'ils sont, et de critiquer cette juste décision en traitant

tant les travailleurs en lutte de « diviseurs de la classe ouvrière » ! Il faut le faire ! Une journée d'occupation fut décidée après quoi des piquets de grève furent mis en place pour toute la durée de l'action. Au bout d'une semaine, le 19, le patron cédait. Les ouvriers qui voulaient rester à Bordeaux obtiennent enfin des garanties : la prime de licenciement passe de un dixième de mois à un mois ; ceux qui ont trouvé du travail peuvent quitter la boîte à partir du 26 novembre, tout en gardant tous les avantages du licenciement (la boîte ne ferme que le 15 mars). Les travailleurs qui peuvent partir ont obtenu des conditions améliorées (contrat d'un an sans contrepartie, ils ne sont pas engagés donc vis-à-vis de la boîte en suivant à Rouen ; quatre jours au lieu de trois jours pour les déménagements). Enfin l'ensemble des travailleurs obtiennent 6 % d'augmentation de salaire.

Une semaine de lutte dure a montré aux travailleurs que c'est dans l'unité, à la base et dans l'action, que s'arrachent les revendications. Le premier bilan est positif, mais les ouvriers de Coflexip restent mobilisés, et... vigilants. Le patron promet des logements : la crise du logement sévit à Rouen, comme ailleurs, les logements sont rares et très chers. Le patron promet du travail aux épouses des ouvriers : il y a une crise de l'emploi féminin à Rouen, 70 licenciements dans la confection il y a quelques temps. Et il se peut que la boîte ne reste pas définitivement à Rouen... Alors le combat continue. (Correspondant H. R., 11 déc. 73.)

Guadeloupe Création d'une centrale syndicale de lutte de classes

La ligne de collaboration de classe mise en pratique depuis de nombreuses années par la direction révisionniste de la C.G.T.G. et les autres réformistes a fait faillite. Leurs centrales syndicales ne sont plus désormais que des épaves que désertent un nombre de plus en plus grand de travailleurs animés par le souffle nouveau que donnèrent à la lutte syndicale l'Union des Travailleurs agricoles (U.T.A.) et l'Union des Paysans pauvres de la Guadeloupe (U.P.G.).

En effet les travailleurs de divers secteurs ont constitué le 2 décembre 1973 une centrale syndicale de lutte de classe : l'Union générale des Travailleurs de la Guadeloupe (U.G.T.G.).

Pour les traîtres à la classe ouvrière, c'est un échec qui vient grossir le nombre de leurs échecs. Pour la classe ouvrière de Guadeloupe et l'ensemble du peuple travailleur, c'est une victoire parmi d'autres, l'une des plus éclatantes et la condition de victoires plus grandioses, plus décisives.

Les trois dernières années ont vu la campagne guadeloupéenne être le théâtre des actions de masse héroïques déclenchées par les travailleurs de la terre (les ouvriers agricoles et les paysans pauvres). Ces actions de masse, parce qu'elles unissaient les travailleurs à la base et dans l'action et s'attaquaient à la classe des capitalistes usiniers et à celle des propriétaires fonciers, mettaient à nu la nature de l'état colonialiste et dévoilaient aux yeux de l'ensemble du peuple guadeloupéen le visage véritable de tous les faux-amis, de tous les collaborateurs des capitalistes colonialistes français et de leur appareil d'Etat.

De plus en plus l'impérialisme français exploitait notre peuple ; de



plus en plus il lançait contre notre peuple ses deux armes favorites, la démagogie et la répression. De plus en plus et dans tous les secteurs : dans l'industrie, le commerce, l'administration, les travailleurs désiraient se battre, mais quand ils l'osaient ils voyaient souvent leurs luttes dévoyées par les syndicalistes traîtres. Il manquait une organisation où les travailleurs de tous les secteurs de l'économie pourraient s'unir à la base et dans l'action, se battre d'un même cœur et d'une même volonté contre le même ennemi : l'impérialisme français et ses appuis intérieurs, la bourgeoisie compradore et les propriétaires fonciers ; contre l'Etat colonialiste, instrument de toutes ces classes. Cette organisation est née. C'est l'U.G.T.G. une véritable organisation de lutte.

Cette événement est certainement prélude à des luttes encore plus larges et plus dures contre l'exploitation du capitalisme colonialiste français.

Paris, le 10 décembre 1973. Le Comité exécutif de l'A.G.E.G.

Ecoutez les radios révolutionnaires



TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

Meeting à Marseille après l'attentat raciste

Nos frères Mohamed Chouache, Ahmed Djebar, Kebaili Guizout seront vengés!

Discours de l'amicale des Algériens en Europe

Tout d'abord nous tenons à remercier les organisateurs de ce meeting de nous avoir associés à cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la campagne antiraciste et de la solidarité de la classe ouvrière française vis-à-vis des travailleurs émigrés.

C'est la première fois à notre connaissance que l'on permet à notre organisation de prendre part à de telles rencontres et nous souhaitons qu'à l'avenir notre participation soit plus fréquente.

Ce qui permettra d'une part : un dialogue plus fructueux entre notre organisation et les organisations démocratiques et d'autre part d'envisager dans un cadre unitaire des actions en commun.

Notre rencontre d'aujourd'hui revêt à nos yeux une extrême importance.

Elle signifie que les travailleurs français sont décidés à riposter à la campagne de violence et de haine déclenchée contre l'ensemble de la communauté algérienne émigrée.

A une situation qui était déjà alarmante à la suite d'une série d'incidents provoqués durant le mois d'août par des éléments racistes et qui a coûté la vie à 11 de nos compatriotes, sont venus s'ajouter les articles diffamatoires et haineux du journal « le Méridional » et divers communiqués de mouvements d'extrême-droite.

Cette fois, après l'odieuse attentat perpétré contre notre consulat général et qui fait à l'heure actuelle 4 morts et 22 blessés dont une quinzaine dans un état très grave. Les auteurs de ce crime ont été beaucoup plus loin en s'attaquant directement à notre représentation consulaire à une heure où habituellement il y a de nombreux travailleurs.

Cette manière de procéder n'est hélas pas nouvelle. Ainsi, lors de l'agression israélienne de juin 1967 contre les Etats arabes, la Communauté arabe en France, algérienne plus particulièrement, a subi pendant des semaines le harcèlement des nostalgiques du colonialisme.

Durant « la crise pétrolière » de 1971, vingt et un de nos compatriotes ont été assassinés sans qu'un seul de leurs agresseurs, à notre connaissance, n'ait été arrêté, il en est de même de ceux qui mitraillent périodiquement les cafés dans lesquels se trouvent les nôtres.

C'est durant cette période qu'à Marseille un Algérien fut arrosé d'essence et brûlé.

En réalité, la violence et le racisme antialgérien sont permanents.

Si leurs conséquences sont plus dramatiques durant les périodes de tension artificiellement gonflée et entretenue, c'est de manière quotidienne et ininterrompue que notre immigration subit les agressions, brimades et humiliations.

Ceci fait que ce phénomène dépasse le cadre du racisme qui s'exprime habituellement à l'encontre d'autres minorités.

Il s'agit en fait d'une entreprise antialgérienne concertée dont les inspirateurs sont des mouvements et des organisations qui regroupent les nostalgiques de l'ex-empire colo-

nial et tout ce que la France compte de forces réactionnaires et rétrogrades.

Ce qui est grave et qui engage la responsabilité des autorités françaises, c'est que les commandos racistes, et d'une manière générale, les agresseurs des travailleurs algériens ne sont presque jamais identifiés, ni arrêtés.

Aussi le meurtrier du jeune Djellali Ben Ali assassiné en 1971 a été remis en liberté.

Le brigadier qui a tiré une rafale de mitraillette sur l'ouvrier Diab Mohamed dans le commissariat de Versailles a été inculpé d'homicide involontaire.

Le 28 juin dernier à Fresnes la jeune Yazid Malika (huit ans) est morte après un interrogatoire traumatisant.

A cela il faut ajouter que des étiquettes suspectes furent collées aux victimes d'août à Marseille.

D'un autre point de vue, des mensonges et des calomnies sont répandues par une certaine presse sur les Algériens.

Ainsi, il est faux de dire qu'il y a une immigration algérienne sauvage; au contraire, celle-ci est strictement contingentée en vertu des accords bilatéraux existants. Nos travailleurs n'entrent en France qu'après avoir subi un examen médical approfondi en Algérie par des commissions médicales mixtes.

Si les nôtres tombent malades en France, c'est à cause des conditions déplorables dans lesquelles ils vivent ici.

Il est faux aussi de dire que les Algériens encombrant les hôpitaux. Il est en effet prouvé qu'il y a proportionnellement moins d'Algériens dans les hôpitaux que de Français.

Sait-on que les cotisations des travailleurs algériens procurent davantage de ressources aux caisses françaises de Sécurité sociale et d'Allocations familiales que ces derniers ne leur versent de prestations?

Sait-on que les cotisations des travailleurs algériens aux caisses de retraites se chiffrent par milliards d'anciens francs et constituent un bénéfice net pour ces caisses car nos milliers de compatriotes qui retournent en Algérie voient leurs

droits cesser du fait de leur départ?

Quant au Fonds d'Action sociale (F.A.S.), créé à l'origine pour améliorer les conditions de logement des travailleurs algériens grâce à leurs propres cotisations (prélevées sur leurs allocations familiales), il a été depuis longtemps détourné de son but initial; et nos travailleurs, bien qu'ils y cotisent encore, n'en tirent pas le profit équivalent à leur apport.

Parmi les calomnies répandues sur l'émigration algérienne, il en est une qui revient souvent : sa prétendue criminalité. Or les statistiques de la préfecture de police ont démontré récemment que les délits commis par les Algériens étaient non seulement proportionnellement inférieurs à ceux des Français, mais également à ceux des autres étrangers qui vivent en France.

On voit donc que les préjugés et les stéréotypes dont est victime l'émigration algérienne en France pourraient être facilement combattus si les Pouvoirs publics agissaient en conséquence.

Il reste qu'à cet égard, les organisations syndicales et les organisations démocratiques ont un rôle éminent à jouer en direction de la classe ouvrière française pour l'éclairer sur la réalité de la situation de l'émigration algérienne, victime au premier chef des adversaires de tous les travailleurs.

Il importe donc que les problèmes spécifiques des travailleurs immigrés, Algériens en particulier, pour les raisons que nous venons de voir ne soient plus abordés en marge des luttes ouvrières.

Certes, c'est auprès des travailleurs français que notre communauté émigrée a généralement trouvé le plus de chaleur et de solidarité, mais en ces jours particulièrement graves pour elle, elle attend que la riposte la plus énergique soit portée aux semeurs de division et de haine.

Au-delà, elle souhaite que notre rencontre d'aujourd'hui soit le prolongement des initiatives prises lors de la semaine d'information sur l'immigration organisée l'an dernier, afin que non seulement la sécurité de l'émigration algérienne



Plus de 10 000 personnes ont accompagné leurs camarades algériens.

soit assurée, mais encore que ses conditions de vie soient enfin améliorées : qu'il s'agisse du logement, du travail, des droits sociaux ou de la dignité.

Le samedi 15 et les dimanche 16 décembre, la délégation régionale de l'A.A.E. a invité tous nos travailleurs à manifester en signe de deuil et de protestation par des rassemblements silencieux.

En ces deux occasions nos travailleurs qui étaient 18 000 ont fait la démonstration qu'ils entendaient

protester dans le calme et la dignité contre les lâches agressions dont ils sont victimes et qu'ils n'entendaient pas être les boucs émissaires de tous les maux quotidiens.

Ils espèrent et attendent que la classe ouvrière française riposte à son tour énergiquement en lui apportant son soutien.

— Vive l'unité de la classe ouvrière!

— A bas le racisme!
— Travailleurs français et émigrés même combat!

INTERVENTION D'UN CAMARADE

Frères algériens,
Camarades et amis,
— Mohamed Chouache
— Ahmed Djebar
— Kebaili Guizout

et un autre travailleur algérien, nos frères immigrés, sont morts tués par un attentat fasciste.

Quatre travailleurs algériens, tombés il y a huit jours sous les coups du fascisme et de l'impérialisme.

Quatre travailleurs qui vont rejoindre le cortège innombrable des martyrs de la lutte de libération nationale, frères des douze assassinés du mois d'août 73, frères des 1 500 000 martyrs de la guerre de libération nationale de 1954 à 1962.

Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge s'inclinent devant la mémoire de ces frères ouvriers et souhaitent un rétablissement rapide à tous les autres travailleurs blessés dont certains, nous le savons, resteront à jamais marqués par la barbarie impérialiste.

Le gouvernement de notre pays a tenu à marquer son « émotion » et son « indignation » et même sa « sympathie » pour les victimes.

A-t-on déjà vu pareille hypocrisie? Mais qu'a-t-il fait ce gouvernement contre ceux qui ont assassiné douze Algériens en l'espace du seul mois d'août 1973?

N'est-ce pas ce gouvernement qui en se croisant les bras alors que des Algériens innocents tombaient dans tous les coins de France a encouragé les criminels?

plément le fait de quelques groupuscules fascistes ou de quelque nostalgique de l'Algérie française, il est le fait de la bourgeoisie impérialiste elle-même qui tolère, encourage, protège et manipule ces groupes fascistes dans le but de perpétuer sa domination et sa dictature de classe.

Face à la crise politique, économique, idéologique des pays capitalistes le racisme est une arme de la bourgeoisie pour diviser la classe ouvrière et renforcer son exploitation de classe sur les travailleurs français et immigrés.

La campagne raciste est le complément logique de la circulaire Fontanet. Tous deux visent à semer la terreur parmi les travailleurs immigrés, à les faire taire.

Le gouvernement a utilisé la campagne raciste pour faire passer en « douceur » sa circulaire scélérate. La circulaire Fontanet et la campagne raciste sont les deux volets d'une même politique. L'un complète l'autre. Au nom de la « lutte contre le racisme », le gouvernement essaie de justifier sa circulaire en déclarant qu'il faut contrôler les immigrés pour éviter le racisme. Comme si c'étaient les travailleurs immigrés qui étaient responsables du racisme.

Cette campagne raciste cherche également à semer la terreur parmi nos frères immigrés; qu'ils n'osent plus parler, qu'ils n'osent plus sortir, qu'ils n'osent plus combattre l'exploitation; voilà ce qu'elle cherche.

A l'heure où la colère grandit dans la classe ouvrière, elle cherche à la détourner, à la dévoyer. La réaction cherche des « boucs-émissaires ». C'est là une vieille méthode.

Rien ne lui fait plus peur, en effet, que l'unité de la classe ouvrière. « Diviser pour régner », cette vieille devise est toujours vraie. Le fait que le racisme se développe alors que se déroulent des luttes dangereuses pour le pouvoir, que s'annoncent d'importants affrontements de classe, n'est pas dû au hasard.

Le racisme, c'est une arme de la réaction contre les travailleurs immigrés, mais aussi contre les travailleurs français, contre la classe ouvrière tout entière. Le racisme, c'est l'arme d'un pouvoir qui a peur, qui est prêt à tout pour que l'exploitation des travailleurs se poursuive. Chaque insulte faite à un travailleur immigré, chaque agression, chaque assassinat sont des coups portés à tous les travailleurs.

Mais le racisme anti-arabe aujourd'hui n'est pas seulement à usage interne, nous avons le devoir de dénoncer sa véritable portée internationale, il est aujourd'hui un soutien direct au racisme sioniste israélien.

C'est à la fin du 19^e siècle qu'est apparue cette théorie réactionnaire bourgeoise, appelée le sionisme, d'après laquelle les Juifs du monde entier devraient se regrouper en Palestine pour y constituer une communauté nationale sur les bases exclusives de la « race » et de la religion.

Pour mener à bien leur entreprise, les fondateurs du sionisme n'avaient d'autres ressources possibles que de se mettre au service des intérêts de l'impérialisme et du colonialisme des Etats occidentaux. Aussi le sionisme est un produit historique, idéologique et politique de la bourgeoisie impérialiste.

C'est le 2 novembre 1917 que Lord Balfour, Premier ministre britannique et colonialiste actif, décréta qu'une partie du territoire de la Palestine habitée depuis treize siècles par des populations arabes devenait un

« foyer national pour le peuple juif ». Il n'y avait alors dans ce pays qu'une infime minorité d'habitants d'origine juive.

L'opération impérialiste commençait et Lénine la dénonça en ces termes :

« Il est nécessaire d'expliquer et de dénoncer inlassablement aux larges masses laborieuses de tous les pays, et plus particulièrement des pays arriérés, la duperie pratiquée systématiquement avec l'aide des classes privilégiées des pays opprimés, par les puissances impérialistes qui, sous couvert de la création d'Etats indépendants, suscitent en fait des Etats entièrement sous leur dépendance au point de vue économique, financier et militaire. »

Un exemple frappant de la duperie des masses laborieuses d'une nation opprimée effectuée par les efforts conjugués de l'impérialisme, de l'Entente et de la bourgeoisie de la nation en question est celui des entreprises sionistes en Palestine. »

Le contenu de classe du sionisme s'est depuis de plus en plus affirmé comme celui d'une doctrine raciste et colonialiste et le prétendu Etat d'Israël fondé en 1948 est devenu totalement une base politique, économique et militaire de l'impérialisme américain, une tête de pont des Etats-

C'est pourquoi tout en nous prononçant pour la disparition pure et simple de l'état raciste, religieux et expansionniste d'Israël nous adhérons totalement à la position de la Résistance palestinienne qui a déclaré à de nombreuses reprises.

« Les Palestiniens combattent pour la création d'un Etat laïc ou population de religion juive, catholique et musulmane auront les mêmes droits. »

Actuellement l'impérialisme américain et le sionisme viennent de subir leurs premiers échecs importants face au renforcement de l'unité des peuples arabes.

La conférence des pays non-alignés à Alger, a, sous la présidence du président algérien Boumediène, montré que les peuples et les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine prenaient conscience de leur force et n'acceptent plus qu'une ou deux super-puissances règlent les affaires du monde, qu'ils n'acceptaient plus d'être l'enjeu de leur rivalité. Suivi par la rupture des relations diplomatiques entre la plupart des pays africains et Israël, la conférence a montré l'isolement d'Israël sur le plan international, elle a contribué au renforcement de l'unité des peuples arabes.

Quelques semaines plus tard, la



Plusieurs milliers de manifestants ont défilé dans les rues de la ville le samedi.

Unis dans leur entreprise hégémonique mondiale pour tenter de soumettre les pays, les nations et les peuples arabes.

Certains, y compris chez les révisionnistes, tentent de faire passer notre hostilité au sionisme, pour du racisme anti-juif. Mais nous ne laisserons jamais prendre à un piège aussi grossier parce que nous sommes des anti-racistes de principe.

Les communistes qui hier ont lutté dans la Résistance contre les monstrueuses persécutions anti-juives des nazis condamnant aujourd'hui au nom des mêmes principes anti-racistes les persécutions ignobles infligées au peuple palestinien par les fascistes israéliens. Et seule une idéologie d'exploitation et d'oppression capitaliste peut inciter des ouvriers juifs ou d'origine juive à s'incliner, au nom d'une communauté d'origine, devant la volonté, les exactions et les crimes des capitalistes et impérialistes juifs, agents de l'impérialisme américains. Quelles que soient leurs religions de leurs origines nationales et familiales, les capitalistes sont et restent avant tout des capitalistes, les patrons sont et restent avant tout des patrons et les ouvriers exploités ne doivent jamais oublier leur position de classe.

résistance unie des peuples arabes contre la nouvelle agression sioniste a brisé la situation « ni guerre ni paix » imposée par les super-puissances et a brisé à jamais le mythe de l'invincibilité des troupes israéliennes.

Même si l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique ont mis sur pied de nouveaux complots, tels le dernier escroquerie-feu et la Conférence de Genève, pour briser la résistance des peuples arabes, même si les Etats-Unis continuent à renforcer Israël en armement et si l'Union Soviétique, cette super-puissance soi-disant ami des peuples arabes, continue à le renforcer en lui envoyant des hommes, les peuples arabes sauront déjouer tous les complots, en renforçant leur unité, pour rendre le Golan aux Syriens, le Sinaï aux Egyptiens et la Palestine aux Palestiniens.

Les peuples arabes sont engagés résolument dans la lutte pour la libération totale du joug de l'impérialisme sur leur pays. Dernièrement ils ont engagé de nouvelles luttes pour la récupération de leurs richesses nationales, tel le pétrole, pillées par les pays impérialistes.

(Suite page 7.)



Les cercueils des victimes enveloppés du drapeau algérien.

Producteurs de viande en colère

Depuis plusieurs semaines les petits paysans producteurs de viande multiplient les actions de protestation à travers le pays : barrages de routes, blocage des abattoirs, ventes directes aux consommateurs se succèdent.

Ils entendent protester ainsi contre le trafic scandaleux qui s'exerce sur la viande et qui aboutit à deux résultats : travail sous-payé pour le petit producteur et bien souvent au bout du compte, faillite ; et tarifs exorbitants payés par les consommateurs qui rendent la viande si rare sur la table des travailleurs.

Au passage, nombre d'intermédiaires (maquignons, chevillards, mandataires...) prélèvent d'imposantes marges bénéficiaires qui leur permettent de vivre grassement et, le cas échéant, de spéculer sur les terrains agricoles. Les petits paysans affirment que le moindre de ces intermédiaires gagne en quelques jours, autant que le petit paysan en quelques années !



Le prix de la viande ne cesse de baisser... à la production, car, à l'autre bout de la chaîne, pour le consommateur, il ne cesse de grimper. Pendant le même temps, le producteur, moins payé, voit ses charges considérablement augmentées.

Depuis un an, on peut constater que :

- les engrais ont augmenté de 5% ;
- l'aliment de bétail de 10% ;
- le matériel de 15%.

Ce qui fait que l'heure de travail des petits producteurs ne leur rapporte guère que 2,50 F.

C'est pourquoi leur colère éclate et ils affirment :

« Nous n'acceptons pas l'organisation du marché, volontairement anarchique, qui profite aux gros magnats de la viande !

« Nous n'acceptons pas la surexploitation des paysans argentins (rationnement de viande pour les Argentins) qui permet aux capitalistes d'accélérer l'élimination des paysans en France !

« Notre revendication : pour être payés de notre travail, nous voulons vendre nos produits à leur prix de revient. »

D'après l'A.P.L.-paysans

CLAAS (Metz)

« La prochaine fois, nous saurons mieux nous y prendre »

Suite à l'article du dernier numéro, voici comment s'est terminée la grève :

— Le lundi 10 décembre fut principalement marqué par l'échec total des négociations. Comprenant que ces réunions ne mèneraient jamais à rien de bon s'ils ne prennent pas le patron à la gorge, les ouvriers présents, après des discussions passionnées, décidèrent de bloquer les portes. Toute la nuit, une quinzaine d'ouvriers y travaillaient d'arrache-pied.

— Le 11 décembre à 5 h 45, un commando organisé par la direction qui s'attendait au blocage, réussit à dégager une porte. Pas assez nombreux, les grévistes présents ne purent s'y opposer. L'opération du blocage des portes fut cependant un succès dans la mesure où un fort pourcentage de non-grévistes rejoignit les rangs des grévistes malgré les menaces et pressions de la direc-

tion et des larbins.

A 14 heures, le cœur de l'usine, la chaîne de montage est occupée, plus aucune machine ne sort. Au directeur qui propose la reprise des négociations à condition que la chaîne soit libérée, les grévistes, unanimes, répondent en chantant « l'Internationale ».

— Le 12 décembre sera caractérisé par la reprise en main de la grève par les syndicats qui font accepter aux ouvriers une révision des revendications et l'abandon de la chaîne pendant les négociations dans un premier temps puis totalement.

— Le 13 décembre, le P.-D.G. refuse de recevoir les ouvriers du comité de grève qui ne sont pas officiellement délégués du personnel : faiblesse totale des délégués qui cèdent devant une telle giflette ! Se sentant en position de force, le patron n'accorde que 50 F d'augmentation sur les 100 F demandés.

Au cours des assemblées qui suivent, les travailleurs découragés ne savent plus quoi faire. Cette incertitude est d'autant plus accentuée que certains délégués appellent ouvertement à la reprise du travail. En fait, c'est dans la confusion la plus totale, dans la colère aussi que se termine cette grève.

Mais comme le disaient des ouvriers lors de la dernière assemblée : « Nous reprenons parce que nous sommes obligés, mais le patron n'a qu'à bien se tenir ; la prochaine fois, nous saurons mieux nous y prendre pour vaincre ! »

Dans l'immédiat, le comité d'action qui s'est formé lors de la grève et dont les membres ont été élus par l'Assemblée des grévistes, va se réunir pour tirer le bilan de la lutte et tracer des perspectives claires pour continuer le combat.

Un travailleur communiste.

Etablissements CHALOS (Saint-Brieuc)

DES CONDITIONS DE TRAVAIL RÉVOLTANTES

Aux établissements Chalos à St-Brieuc, un ouvrier de soixante-deux ans a été tué par la chute d'une pile de contreplaqué de 3 m de hauteur. Ce n'est pas étonnant qu'un tel accident arrive car partout dans l'usine il y a absence de sécurité. La cause en est bien sûr le rendement et la soif du patron de réaliser des profits. Il a même été jusqu'à faire passer une note aux délégués et aux contremaîtres pour essayer de se disculper. Celle-ci tente de blanchir sa personne dans le coup, d'autant plus que les inspecteurs de la Sécurité sociale vont faire une descente. Il va même jusqu'à demander de signer cette note et de la retourner.

Mais si M. Chalos se permet

d'aussi cyniques manœuvres c'est qu'il sait pertinemment bien que son acte va passer en douce du côté du syndicat. Ce n'est pas la première fois de toute façon que la direction syndicale restera sans broncher.

Dans l'usine les délégués préfèrent s'occuper du C. E., des cadeaux de Noël, de la coopérative et du sport et porter des attaques à « H. R. » et à ses sympathisants, plutôt que de défendre les intérêts de classe des travailleurs.

Rien n'existe dans la boîte sur le plan sécurité.

Il n'y a pas d'infirmière, alors que nous sommes 250 dans l'usine ; on a vu un ouvrier s'en aller en

mobylette à l'hôpital avec une main sectionnée.

On indique de mettre des protections sur les machines après que 3 menuisiers se soient tranchés les doigts.

Pour la mort de notre camarade, la direction syndicale n'a pas daigné engager une action... si ce n'est que d'envoyer une délégation avec une couronne. Certains délégués pourris ont même été jusqu'à profiter des obsèques pour prendre une cuite.

Mais dans l'entreprise les ouvriers commencent à dénoncer leur syndicat collabo et fantôme. Le ton monte ; on s'organise pour engager l'action classe contre classe.

Correspondant « H. R. ».

L'EUROPE DE MITTERRAND

« La construction de l'Europe des Neuf comme entité politique ne correspond plus aux intérêts capitalistes, c'est pour cela qu'il faut en être. »

Ces belles paroles ont été prononcées par Mitterrand lors du congrès très « européen » tenu à Bagnolet par le P.S. les 15 et 16 décembre derniers. Une seule différence avec

Pompidou, c'est que ce dernier appelle un chat un chat et que, ses électeurs ne se réclamant pas du socialisme, il n'a pas à rougir d'être de cette très... capitaliste Europe des Neuf.

Eh bien ! les socialistes aussi veulent en être, même s'il faut déchirer quelques pages du Programme commun et faire de la peine à Marchais. La résolution adoptée à l'unanimité par le congrès de Bagnolet est favorable à l'unité européenne, dénonce le rôle des deux supergrands et laisse penser que la Communauté européenne doit se méfier de l'U.R.S.S. Voilà qui est plus proche de la pensée gouvernementale que des idées du P.C.F. et des projets du Programme commun. La Nation n'a pas manqué de le relever, et c'est ce qui explique sans doute les attitudes conciliantes observées par quelques leaders gaullistes à l'égard de Mitterrand ces derniers temps.

Ces faits prouvent une fois de plus ce qui nous avons toujours dit : l'Union de la Gauche est fondée sur une alliance purement électorale, et chaque partie contractante tient à en profiter pour des objectifs qui n'ont rien à voir avec la révolution socialiste.

On sait combien — cela devient plus clair chaque jour — la question de l'Europe est décisive pour

l'évolution de la situation nationale. Les partis de l'opposition bourgeoise l'ont bien compris : les dirigeants révisionnistes, porte-paroles du social-impérialisme soviétique, s'opposent à l'unification ouest-européenne et tentent, à l'échelle européenne, de capter la social-démocratie pour la placer sous la dépendance de l'U.R.S.S.

La social-démocratie se laissera-t-elle faire, sera-t-elle tentée par ces manœuvres de séduction dans l'espoir d'en tirer profit ? Il est trop tôt pour répondre : toujours est-il que Mitterrand, lui aussi, voyage beaucoup en Europe et qu'il se rendra prochainement en Union soviétique. Il fonde de grands espoirs sur une poussée social-démocrate en Europe : et il sait que, dans les pays où la social-démocratie est forte (notamment Angleterre et Allemagne), les révisionnistes sont faibles. Homme d'expérience (dans l'exercice du pouvoir d'Etat capitaliste), il est sensible à l'orientation européenne de la bourgeoisie monopoliste française et il vient de placer le P.S. sur des rails qui s'écartent délibérément de la route préconisée par Brejnev par Marchais interposé.

Une rude bataille en perspective entre les clans de l'opposition bourgeoise, sur laquelle nous reviendrons plus longuement.

Commandez nos brochures

QUE SIGNIFIE CLASSE CONTRE CLASSE	0,50 F
LA FASCISATION EN FRANCE	3,00 F
SOUTIEN AUX PEUPLES ARABES ET PALESTINIEN	1,00 F

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

AFFICHEZ H. R.

Le disque rayé des révisionnistes

Dans *France nouvelle*, n° 1466, le « Direct avec les lecteurs » s'effectue sur le problème : Peut-on agir victorieusement contre un pouvoir autoritaire ? Thème imposé par de nombreux lecteurs s'interrogeant sur la portée universelle des événements du Chili, c'est-à-dire sur le passage pacifique. La bourgeoisie française est-elle prête à renoncer à ses privilèges sans recourir à la violence ? « Ce n'est que contrainte par le mouvement de l'histoire qu'une classe exploiteuse cède la place, renonce à ses privilèges », répond le chœur révisionniste. Et ce mouvement de l'histoire, s'inscrit dans le contexte suivant : « Face au pouvoir du grand capital, à la puissance de ses moyens politiques, financiers, policiers, militaires, idéologiques, seul un mouvement populaire non seulement puissant, majoritaire, mais conscient des données réelles de la bataille et des conditions de son issue positive peut l'emporter ». Et l'instrument qui guidera ce mouvement populaire, c'est le Programme commun » qui ouvre en pleine clarté la perspective du changement ». D'ailleurs on nous dit bien que « rien n'est possible sans le rassemblement d'une majorité populaire sur la base du Programme commun ». Mais lorsqu'un lecteur

met les révisionnistes au pied du mur en leur demandant concrètement le « recours que peuvent avoir les travailleurs contre les tanks et les bombardiers », l'embarras des plumitifs se traduit par un morceau d'anthologie : « Disons que l'analyse du futur possible, fondée sur l'examen approfondi des rapports de classe à notre époque, dans les conditions internationales marquées par le recul historique décisif de l'impérialisme n'est jamais un examen « abstrait », détaché du présent. Au contraire, c'est dans l'expérience du présent que s'affirment et se développent l'analyse et les propositions pour demain ». Face à ce moulin à paroles qui noie le poisson, comprenne qui pourra, pourrait-on dire. Mais en fait, un tel verbiage à un objectif bien précis, un objectif qu'il n'atteint d'ailleurs pas : dissimuler le problème fondamental de la voie à prendre, celle du socialisme fondé sur la dictature du prolétariat où celle d'une gestion du capital et du passage pacifique. Et c'est pourquoi aux lecteurs qui réclament un retour à la notion de dictature du prolétariat, c'est-à-dire en fait au marxisme-léninisme, les bourgeois du P. « C. » F. ne peuvent que reproposer, tel un disque rayé, la perspective d'un « mouve-



« C'est dans l'expérience du présent que s'affirment et se développent l'analyse et les propositions pour demain », disent les révisionnistes. Les faits sont là : Ou'en tirent-ils ?

ment majoritaire », et ils ne peuvent convaincre. Significative à cet égard est leur insistance à revenir sur ces problèmes, signe qu'ils rencontrent de sérieuses difficultés dans leurs propres rangs. Car, comment convaincre, lorsque l'on escamote la dictature du prolétariat au nom de la démocratie, sous prétexte qu'elle impose des mesures autoritaires par la contrainte. « On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui, et encore moins malgré lui ! » nous dit-on. Et la meilleure façon d'obtenir un consensus populaire, c'est d'obtenir la majorité des suffrages aux élections. Car le P. « C. » F. ne peut proposer la voie de la révolution prolétarienne instaurant le socialisme puisque les intérêts de la classe ouvrière et des travailleurs de France sont contradictoires avec ceux de la bourgeoisie dont les révi-

sionnistes représentent une fraction. Et le P. « C. » F. trompe les travailleurs lorsqu'il cherche à se faire passer comme leur meilleur défenseur, le plus résolument anticapitaliste : c'est là son objectif lorsqu'il dit : « Face au pouvoir du grand capital... » en présentant comme contradictions entre Bourgeoisie et Prolétariat des contradictions au sein de la bourgeoisie. Mais les faits infirment les « belles paroles », le révisionnisme est de plus en plus démasqué, les illusions qu'il propage sciemment sont de plus en plus dénoncées ou suscitent un scepticisme et des interrogations grandissantes comme le montre le cas du Chili. Ces attermoissements et cet embarras des révisionnistes, la faiblesse de leurs arguments montrent combien ils s'embourbent dans leurs propres contradictions.



La crise du pétrole a montré la puissance des peuples arabes et la faiblesse des soi-disant puissances impérialistes. Car ces puissances ne peuvent rien sans les richesses des pays du Tiers-Monde qu'elles pillent sans cesse, en matière première et en main-d'œuvre.

Que les peuples arabes ferment les robinets du pétrole, que le président Boumediène stoppe l'immigration vers la France et voilà tous ces dirigeants des pays capitalistes qui se mettent à tenir des propos moins anti-arabes, à condamner un peu plus Israël, à condamner le racisme.

Dans toutes ces luttes le peuple algérien, instruit par sa victorieuse guerre de libération nationale, a joué un rôle d'avant-garde : jamais l'Algérie n'a accepté les résolutions de l'O.N.U. reconnaissant l'Etat fantoche d'Israël et ignorant le peuple palestinien, jamais l'Algérie n'a accepté le cessez-le-feu. L'Algérie parmi les tout premiers pays a engagé la lutte pour la récupération de ses richesses nationales en nationalisant les compagnies pétrolières.

Le Gouvernement algérien a pris ensuite la juste décision de stopper l'émigration vers la France devant la montée du racisme, le président Boumediène enfin a, au cours de la Conférence des non-alignés, comme

à d'autres reprises, condamné et dénoncé fermement l'hégémonie des deux super-puissances et leur volonté de dominer le monde tout en se le disputant, montrant que la soi-disant « détente » n'était que de la poudre aux yeux pour endormir la vigilance des peuples.

N'en doutons pas, si il y a 8 jours c'est le Consulat d'Algérie qui a été frappé, c'est à cause de ce rôle d'avant-garde joué par le peuple algérien.

Dans notre ville les sionistes et les racistes ont de puissants soutiens : ils ont bien entendu leur journal « Le Méridional - La France » et leur porte-parole fasciste Gabriel Domech qui inlassablement, chaque jour déverse sa haine raciste sur ce qu'il appelle « la racaille venue d'Outre-Méditerranée », c'est lui qui écrivait :

« Nous en avons assez... assez des voleurs algériens, assez des casseurs algériens, assez des trublions algériens, assez des syphilitiques algériens, assez des violeurs algériens, assez des proxénètes algériens, assez des fous algériens, assez des tueurs algériens. »

C'est lui qui n'hésitait pas le 15 décembre à mettre l'attentat sur le dos des Algériens eux-mêmes et d'appeler quasiment au meurtre contre les présidents Boumediène, Khadafi et d'autres dirigeants arabes.

Meeting à Marseille Intervention d'un camarade

(Suite de la page 5)

Il y a Defferre qui écrivait dans le « Provençal » : « Israël est un état démocratique. Les élections y sont libres, toutes les libertés individuelles et politiques y sont respectées », comme le vérifient chaque jour sans doute les juifs anti-sionistes torturés dans les prisons israéliennes.

Quant aux dirigeants révisionnistes de la Fédération du P.C.F. et de l'U.D. C.G.T. qu'ont-ils fait concrètement contre le racisme, pour renforcer l'unité travailleurs français - travailleurs immigrés ? Rien ! Ils se sont contentés d'appeler au calme et de condamner les grèves de travailleurs immigrés au lieu d'appeler à la solidarité.

Cette riposte de masse, les organisations qui se réclament du marxisme-léninisme, tout en renforçant leur unité ont essayé de l'assurer, compte tenu de leurs forces encore faibles et de la nécessité de déjouer les provocations trotskystes. Nous étions plusieurs milliers dans la rue samedi 15 décembre, français et immigrés et dimanche nous nous sommes mêlés à l'immense foule de travailleurs algériens qui à travers la ville ont accompagné leurs frères et à nouveau ont dû subir les provocations et les violences policières.

Camarades et amis, en ces jours, douloureux, transformons notre douleur en lutte, renforçons l'unité de combat des travailleurs français et immigrés.

Il faut mettre en échec le racisme. Il faut avant tout que les travailleurs français et immigrés s'unissent dans les entreprises. Tout ce qui fait avan-

car cette unité est juste, tout ce qui lui nuit, sous quelque visage que cela se présente est dangereux et doit être combattu.

A chaque agression raciste contre un travailleur immigré il doit y avoir riposte unie. Quand un ouvrier d'une entreprise est agressé, il faut que la riposte de tous les travailleurs de l'entreprise soit organisée. Il faut quotidiennement combattre l'idéologie raciste, pied à pied.

Combattre le racisme c'est combattre la fascisation du pouvoir. Ce combat doit se mener dans la plus large unité ; rassembler tous les antiracistes, tous les antifascistes. Il faut combattre pour l'égalité des droits des travailleurs français et immigrés.

Il faut se tenir informés des revendications spécifiques des travailleurs immigrés et les informer des nôtres. Que nous ne revoyons plus ce que nous avons encore vu le 6 décembre des ouvriers immigrés stationner sur les chantiers ignorant de la journée de lutte contre la vie chère alors qu'ils sont les premiers touchés.

Exigeons l'arrêt des expulsions d'immigrés, l'interdiction de la propagande raciste, la liquidation des bandes fascistes, l'abrogation de la circulaire Fontanet.

A bas le Racisme qui divise les travailleurs !

Renforçons le Comité !

Formons des Comités antiracistes.

Vive la lutte des peuples arabes !

Soutenons le peuple frère algérien !

Travailleurs français, travailleurs immigrés une seule classe ouvrière !

N'OUBLIONS PAS MAHMOUD AL HAMCHARI



Le 9 décembre 1972, gros titre de « France-Soir », nous nous en souvenons :

« Un leader palestinien se fait sauter en manipulant des explosifs dans son appartement rue d'Alésia ».

Les sionistes avaient soigné leur machination : assassinat politique accompagné d'une campagne d'intox pour le masquer. Eliminer l'actif combattant de la cause de son peuple, Mahmoud Al Hamchari, représentant de l'O.L.P. en France et obtenir, par une campagne antipalestinienne bien orchestrée, la fermeture de la représentation de l'O.L.P. à Paris ; voilà le double objectif poursuivi alors. Les agents sionistes n'ont manqué ni de moyens financiers et techniques, ni d'appuis, que nécessitait la mise sur pied du crime.

Pourtant, douze mois sont passés, et l'enquête officielle n'a pas avancé. La thèse de l'attentat politique a été seule retenue, le militant Mahmoud Al Hamchari, ayant pu fournir les éléments de preuve incontestable, pendant le mois d'horribles souffrances qui a précédé sa mort, le 9 janvier 1973. Puis, plus rien. On tue impunément sur notre sol les patriotes et les combattants des causes justes ! La recherche des responsables matériels est-elle si difficile ?

En Norvège, où fut lâchement assassiné Ahmed Bouchiki, on a retrouvé les tireurs, membres d'un réseau spécialisé dans l'assassinat des responsables palestiniens en Europe.

Curieuse affaire : les balles 22 mm de Norvège et de Paris étaient les mêmes ; même plan d'exécution pour l'assassinat de Ahmed Bouchiki, Mahmoud el Hamchari et Adel Wael

Zouaier responsable de l'O.L.P. en Italie ! A chaque fois, le véhicule utilisé fut loué sous le nom d'une femme ayant passeport canadien. Alors ? Ce qui est possible en Norvège ne l'est pas à Paris ?

L'assassinat du frère Mahmoud Al Hamchari, n'est pas un cas isolé, ni en Europe ni en France. Depuis d'autres militants palestiniens, El Boudia, Koubaissi sont tombés sous les coups sionistes ; et ces crimes sont restés impunis ; les enquêtes officielles étonnamment muettes. Golda Meir, responsable numéro un, a cyniquement revendiqué les faits :

« Nous portons nos coups partout où les « terroristes » (1) se trouvent

et nous leur montrerons qu'ils ne peuvent être en sécurité nulle part au monde. »

Pouvons-nous accepter que Golda Meir fasse opérer sur notre propre sol ? Pouvons-nous accepter que, à ce jour, l'enquête officielle n'avance pas ?

Non, sûrement non ! Il y a un an, nous avons témoigné notre solidarité active à nos frères palestiniens ; des milliers d'amis de leur cause leur ont crié, lors de meetings et manifestations, leur indignation, leur colère et affirmé leur soutien.

Le temps a passé ; n'oublions pas Mahmoud Al Hamchari, sa cause et nos tâches.



Meeting devant la mosquée de Paris en présence du frère de Mahmoud.

Une grossière mystification

Le sionisme a mobilisé la grosse caisse contre les combattants arabes d'octobre, et nous assourdit de sa musique favorite : la prétendue question des prisonniers israéliens en Syrie ; il n'est jusqu'au plus grands noms de l'intelligentsia française qui ait donné de la voix au chœur anti-arabe.

C'est une grossière mystification : car la « question des prisonniers israéliens en Syrie » N'EST RIEN D'AUTRE QUE LE REFUS SIONISTE D'ECHANGER LES PRISONNIERS PALESTINIENS PRIS SUR LE FRONT SYRIEN ! En effet, la Syrie réclame, en échange des prisonniers de l'armée sioniste, tous les prisonniers faits sur son front, Syriens et Palestiniens. Qu'y a-t-il de « scandaleux », « d'inhumain » et de « barbare » dans cette requête ? Les règles d'échange de prisonniers ne seraient-elles plus valables quand il s'agit de Palestiniens, dont l'Etat sioniste s'obstine à nier l'existence ?

Et quoi de plus « barbare » que de refuser à un peuple le droit à l'existence, le droit à sa terre et à son identité nationale ?

De cela, on ne dit mot ici ; c'est pourtant le fond de la question, que masquent mal les mensonges les plus éhontés sur le sort des prisonniers en Syrie.



Manifestation contre Golda Meir.

Trois semaines d'attaques palestiniennes

21 novembre : attaque d'un coup militaire près de Naplouse.

23 novembre : grenades lancées contre une autochenille à Al Khalil.

24 novembre : les combattants ont attaqué l'occupant sioniste dans le secteur de Gaza.

27 novembre : attaque d'un véhicule ennemi entre Rafh et El Masoura, au sud de Gaza.

4 décembre : une unité spéciale de combattants a fait sauter des installations vitales de l'ennemi dans le quartier David à Jérusalem.

8 décembre : le drapeau palestinien a flotté à l'entrée du sanctuaire d'Abraham, à Al Khalil ; la garnison du sanctuaire a été maîtrisée. A Naplouse, les combattants ont attaqué la voiture du gouverneur militaire.

12 décembre : les forces d'occupation sionistes ont subi de lourdes pertes en hommes et matériel près d'Akraba, au sud-est de Naplouse.

Conférence de Genève

Une drôle de paix

Les promoteurs de la Conférence de Genève l'appellent la « Conférence de la Paix » ; et déjà l'on chuchote ici et là que la « paix » avance au Proche-Orient.

De quelle « paix » s'agit-il ? La Conférence s'est réunie pour faire appliquer les résolutions de l'O.N.U. d'octobre 1973, résolutions basées sur la trop fameuse résolution 242 de novembre 1967 :

— Reconnaissance de l'Etat d'Israël contre retrait des territoires occupés en 1967, avec « juste » solution du problème des « réfugiés ». La « paix » peut-elle se fonder sur l'usurpation d'un pays par un Etat raciste et expansionniste, sur l'expulsion d'un million d'hommes de leur patrie, qu'on baptise « réfugiés » ? La « paix » peut-elle se fonder sur l'injustice et la réaction ?

Une telle « paix » ne saurait être acceptée par le peuple palestinien et les peuples arabes. Quelle « paix » veut-on mettre en place à Genève dans ces conditions ? Une paix américano-soviétique imposée par les deux superpuissances aux 100 millions d'Arabes, qui ressemblerait comme une goutte d'eau à la situation « ni guerre ni paix » créée

et entretenue par les deux Grands, depuis 1967. Une « paix » qui les serve, voilà ce qu'ils comptent ; une « paix » qui permette de renforcer leur hégémonie sur la région moyen-orientale — lac de pétrole et nœud stratégique incomparable ; une paix qui préserve l'Etat sioniste et le renforce. Gromyko n'a-t-il pas promis de le reconnaître bientôt ? Il lui enverra des contingents d'hommes et de soldats plus nombreux à n'en pas douter !

Les sionistes ne s'y trompent pas, qui multiplient les exigences et annoncent carrément la couleur : ils n'acceptent pas au départ la résolution qu'on doit appliquer ! Sur le terrain, ils multiplient les violations du cessez-le-feu sur les deux fronts, continuent leurs raids contre la population et les Palestiniens du Sud-Liban. Drôle de paix, mijotée à Washington et à Moscou, acceptée par le sionisme belliciste... qui maintient et maintiendra la tension dans la région.

Mais l'arrogance du sionisme soutenue plus ou moins ouvertement par les deux superpuissances l'isole davantage. Participant (Egypte) ou non (Syrie) à la Conférence de Ge-

neve, les pays et les peuples arabes ont établi, depuis le « Sommet » d'Alger une position commune qui revendique le recouvrement de tous les territoires occupés en 1967 et la reconnaissance pleine et entière du peuple palestinien, dont le représentant authentique l'O.L.P. a été officiellement admis à Alger.

A la veille de la Conférence de Genève, le Comité central a clairement réaffirmé les trois points fondamentaux suivants :

« 1. Ne pas abandonner les droits historiques du peuple palestinien sur l'ensemble de son sol national ;

« 2. Empêcher le retour de la Cisjordanie et de la bande de Gaza au régime jordanien ;

« 3. Affirmer le droit de notre peuple, tout entier, à l'autodétermination. »

On est loin des prophéties sionistes sur la prétendue « capitulation de la Résistance » ou sur sa « résignation »... Les combattants restent fidèles à leur stratégie de lutte prolongée pour l'instauration d'une Palestine indépendante, démocratique et laïque. Là est la source d'une paix véritable dans la région.